

désavantages de ce genre de technique de reportage. Les Predator de l'armée américaine sont essentiellement des appareils médiatiques qui envoient des signaux vidéo. Tous ceux qui étudient les médias ou qui ont lu Jean Baudrillard sont conscients du pouvoir des images mais aussi de leurs pièges. La plupart des acteurs militaires ne le sont pas. J'essaie de soulever la question de l'impact des images immédiates, obtenues à travers la technique vidéo, sur notre compréhension de la réalité. Le romancier Max Frisch a dit que la technologie est l'art d'accommoder le monde de façon à ne pas avoir à l'expérimenter. La guerre est conduite aujourd'hui de telle façon qu'elle nous empêche de comprendre son impact et la façon dont elle affecte les gens sur le terrain. Plutôt que de combattre la façon dont les militaires américains utilisent la technologie, j'essaie de l'utiliser à des fins légèrement différentes. C'est, dans une certaine mesure, un problème de ressources, une question Nord-Sud. Les Etats-Unis ont les moyens de créer un système où des millions de dollars d'équipement fournissent une image vidéo qui donne la capacité de décider de la vie ou

de la mort dans un autre pays. Mais ce n'est pas l'expérience des Irakiens. La façon dont la guerre est menée aujourd'hui, c'est une sorte de nouvelle guerre coloniale.

Comment la technologie du robot peut-elle affecter la façon dont les médias mettent en scène la réalité ?

■ **Chris Csikszentmihalyi:** Les journalistes s'inquiètent de l'évolution de leur rôle et de leur métier. Beaucoup se préoccupent de savoir si cela va diminuer l'expertise humaine du journaliste. La technologie du robot-reporter n'est pas si différente des services d'une agence qui vous fait parvenir des photos dont vous n'êtes pas sûr de savoir comment les interpréter. Si Fox News envoie un robot-reporter en Irak, celui-ci ne sera jamais confronté à une réalité susceptible de changer l'opinion publique comme peut l'être un reporter en chair et en os. C'est exactement la même chose avec les militaires qui envoient leurs avions sans pilotes, regardent la vidéo, identifient ce qu'ils pensent être une preuve d'activité hostile et tirent un missile. L'utilisation des robots peut contribuer à empêcher des retournements

de l'opinion publique comme ceux que le retour des soldats ou la couverture médiatique avaient provoqués pendant la guerre du Vietnam.

Dans cette fuite en avant technologique, les médias ne courent-ils pas le risque d'être toujours en retard sur des militaires capables de contrôler l'espace de bataille ?

■ **Chris Csikszentmihalyi:** L'idée d'un contrôle total de l'espace d'information est stupide parce que c'est impossible. Il y a toujours des effets imprévus, des contre-mesures possibles et d'autres tactiques. En même temps, le secteur de l'intelligence artificielle est dominé par le financement militaire. Les machines sont fabriquées pour répondre au fantasme du contrôle total. Dans ce domaine, il est très difficile de trouver des chercheurs qui remettent en question le modèle de contrôle centralisé ou de système subordonné d'exercice du pouvoir. Cette idéologie militaire domine tout le secteur. Parmi les sponsors du Media Laboratory au MIT, nous avons de l'argent militaire et un grand nombre de mes collègues sont impliqués dans la recherche militaire.

" ERRATUM: Le texte publié dans notre précédente numérotation sous le titre "Irak: les défis de l'information" était signé par Richard Werly, journaliste au quotidien Le Temps (Genève). Toutes nos excuses à l'auteur pour ce malencontreux oubli."



Jean-François Daguzan * AA 49

L'état des recherches

London burning !

Les 7 rendez-vous

63

London's Burning with boredom now

London's Burning dial 99999

Now I'm in the subway and I'm looking the flat

This one leads to this block, this one lead to that

(The Clash- 1978)

Londres brûle comme nous le chantait le fameux groupe de rock britannique ! Il aura suffi de quatre bombes pour briser la sérénité de la ville olympique. Ce que nous savons de l'attentat au moment où ces lignes sont écrites, nous indiquent qu'un groupe de jeunes britanniques d'origine pakistanaise bons pères et bons fils de la deuxième génération s'est réuni ce jeudi 7 juillet 2005 pour se faire sauter au matin

dans les transports en commun de Londres. Cet événement tragique pose un certain nombre de questions graves. Sans doute les mêmes qu'après chaque attentat réussi, mais peut-être avec plus d'acuité. La première est globale : Al Qaida poursuit son combat universel avec patience. Peu importe en réalité que le lien au niveau central replié au cœur de l'Asie centrale, soit fort ou distendu, le mot d'ordre est

désormais intégré par les cellules combattantes locales qui préparent dans l'ombre le futur attentat. Le réseau est sans centre ou le centre n'est plus qu'un discours ce qui en renforce sa dangerosité. La deuxième est nationale : l'affaire de Londres démontre que des émigrés de deuxième ou troisième génération en apparence très bien intégrés sont sensibles au discours mortifère jihadiste et

sont capables de s'extraire de la réalité ambiante pour créer un cellule de combat qui va les conduire progressivement à être capable de donner la mort sans état d'âme en sacrifiant leur propre vie. Il existe donc un " stock culturel " jihadiste en expansion.

La troisième est fonctionnelle : le meilleur service de sécurité n'est pas fiable à 100%. Un groupe discret, patient et déterminé peut déjouer la surveillance la plus fine. Les Israéliens pourtant au système le plus rodé du monde, considèrent qu'ils interceptent 95 à 98% des attentats suicides. Or on voit que les attentats réussis sont nombreux. Il faut donc bien faire comprendre aux opinions publiques européennes que le risque zéro, en matière d'attentats comme dans toute activité terrestre et humaine, n'existe pas. Dans la course perpétuelle entre l'épée et le bouclier, l'épée finit toujours par passer un fois de temps en temps, dans la mesure où elle à la durée pour elle.

La quatrième est géopolitique : il n'y a pas de sanctuaire sous prétexte qu'une politique étrangère serait plus complaisante ou bienveillante vis-à-vis d'intérêts arabomusulman. Les observateurs qui verraient un lien confortable entre une sécurité française supérieure assurée et notre position sur l'Irak, notre anti-américanisme supposé ou notre traditionnelle politique arabe, se trompent lourdement et abusent l'opinion publique. Les arrestations effectuées en France depuis deux ou trois ans montrent que des groupes ont essayé de perpétrer des attentats sur le sol français et que seul l'efficacité des services de sécurité les en a empêché. Le combat est global

et les cibles
indiscriminées.

Les 7 rendez-vous

4

London Calling !

**London calling to the faraway towns
Now the war is declared and the battle
come down
(The Clash – 1982)**

Effectivement Londres nous appelle et nous interpelle. Que pouvons nous faire face à cette menace globale et de longue durée.

On peut avancer trois ordres de propositions : techniques, politico-juridiques et politico-sociales.

Techniques : Les événements de Londres ont montré que les systèmes de vidéo surveillance, même s'ils ne préviennent pas des attentats, ont permis l'identification rapide des terroristes. Or, les niveaux de surveillance de traçage et d'identification sont très différents selon les pays européens. La France est tragiquement en

retard en matière d'équipements de vidéo surveillance et en biométrie alors même que nos entreprises sont parmi les meilleures du monde. Les règles drastiques édictées par la CNIL en matière de protection et de conservation des données, certes légitimes sur le plan des libertés publiques, n'en pose pas moins un problème d'efficacité policière. Le même problème se pose quant à la transmission des données des téléphones portables et le croisement des fichiers au niveau européen.

Politico-juridiques : Des efforts considérables ont été réalisés au niveau de l'Union européenne depuis 2001. Une définition des actes de terrorisme a été réalisée ; un gradation des peines minimales a été établie ; le mandat d'arrêt européen (impliquant aussi le crime organisé et la pédophilie) a été adopté tout comme des directives pour la lutte contre le financement du terrorisme ; Europol a été renforcé. Les attentats de Madrid ont permis de mettre en exergue la notion de Solidarité (qui engage chaque État membre auprès du pays agressé) et de mettre en place des mesures concernant le risque de terrorisme NRBC (évaluation de stocks, mise en place de réseaux) ; un coordinateur de la lutte anti-terroriste a été créé au niveau du Conseil européen. Cependant, on est encore loin du compte. Le coordinateur, (aussi brillant soit-il) dispose de très peu de moyens ; la fluidité de la circulation de l'information laisse encore à désirer ; mais surtout, l'échelon judiciaire est toujours défaillant. Les programmes européens en matière de recherche et développement de sécurité (initialement boostés par Madrid) ont déjà été réduits de moitié dans le cadre du futur programme européen de recherche sur la sécurité (PERS – d'un milliard d'euros initiaux à 500 millions avec la recherche spatiale) ; Eurojust n'est pour l'instant qu'une cellule de liaison de quelques magistrats alors qu'elle devrait représenter de véritables capacités d'investigation transfrontalières. La lutte contre le financement du terrorisme est le maillon faible du dispositif (tant en Europe qu'aux Etats-Unis ou dans le monde) dans la mesure où il touche à des domaines : le blanchiment, la corruption trop sensibles pour de nouveaux gouvernements. En matière de terrorisme NRBC (qui n'est pas qu'un fantôme), la réponse, même si une cellule de veille de protection civile 24h/24 existe, demeure essentiellement nationale, manque de moyens propres et d'un véritable coordination des moyens nationaux. Enfin, un des gros problèmes est l'engagement personnel de chaque État européen dans la lutte antiterroriste.

Tous n'ont pas encore compris la portée de l'enjeu. Enfin, l'absence de législation spécifique dans de nombreux pays, comme elle existe par exemple en France, est un frein majeur à l'efficacité de la lutte globale. Des révisions drastiques s'imposent désormais, y compris sous la pression collective. Des États membres ne peuvent plus jouer " perso " dans ce domaine pour préserver une fallacieuse sécurité ou des traditions ancestrales.

Politico-sociales : le passage à l'acte de jeunes en apparence bien intégrés nous interpelle. Dans son dernier livre, Fitna (la sédition), Gilles Kepel annonçait que le champ de bataille se déplaçait en Europe. L'affaire de Londres pose une fois de plus le problème de la bataille culturelle et politique en cours qui se joue autour des communautés " immigrés ", (terme de plus en plus fallacieux car il recouvre en réalité désormais des " nationaux musulmans ") et rien d'autre. La crise économique structurelle, le désintérêt des politiques, le racisme ordinaire et la ghettoïsation a livré de jeunes générations en mal d'identité à la prédication salafiste qui leur a donné un avenir dans le ciel faute d'en avoir un sur la terre. Ces jeunes sont une minorité dans la minorité, mais ils sont l'enjeu politico-social majeur sur lequel il faut agir tant pour la menace physique qu'il représente que pour le risque qu'il font courir à leur propre communauté musulmane qui se retrouve une fois de plus montrée comme la source du mal. C'est donc une triple action qui doit être menée l'action policière et répressive hélas pour éliminer ces groupes à haute dangerosité, l'action politique et sociale des gouvernements d'une part mais aussi des communautés musulmanes également qui ne peuvent plus se contenter de compassion post-catastrophe car c'est leur propre intégration qui est aussi désormais en jeu. Chacun doit prendre désormais ses responsabilités. Le but d'Al Qaida est clair, celui de la rupture totale ou du " ghetto total " ; va-t-on la laisser gagner ? " En cela, " note Gilles Kepel, " la bataille qui se joue pour le devenir de l'islam d'Europe est cruciale, et son importance n'a pas échappé à ceux qui veulent édifier sur le vieux continent une citadelle intérieure figée dans ses articles de foi en pleine " terre de mécréance ". Face à cela, il n'est d'autre choix que d'œuvrer pour la pleine participation démocratique de la jeunesse d'origine musulmane à la vie citoyenne à travers les instruments, notamment éducatifs et culturels, qui favorisent l'ascension sociale et accompagnent l'émergence de nouvelles élites issues de ces populations." Tel est l'enjeu majeur qui nous attend désormais.